

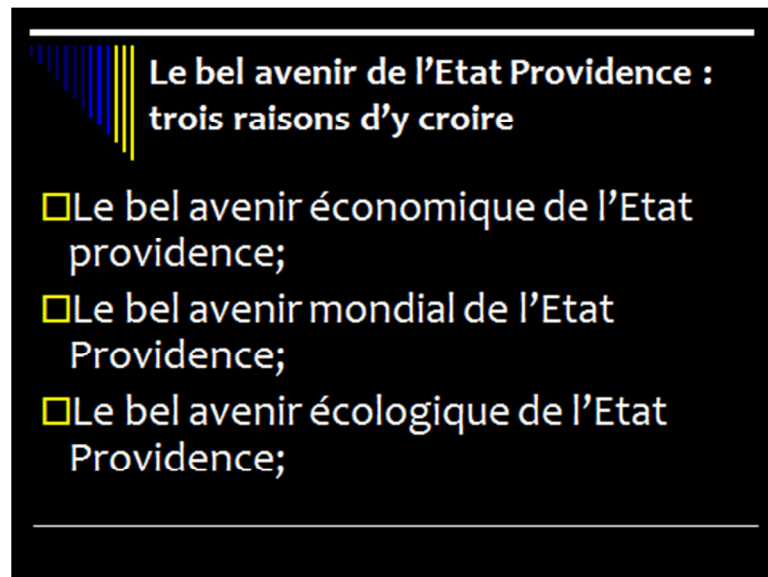


### Introduction :

L'État providence aussi appelé État social, ou État de bien être (welfare state) dans les autres pays date de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle en Allemagne : 1883 Bismarck, à l'époque de la 1<sup>ère</sup> mondialisation. On a alors voulu construire des protections collectives parce qu'il y avait de nouveaux risques. Le contraire du langage actuel : parce qu'il y a de nouveaux risque, il faut supprimer l'état providence.

A l'époque de sa naissance il y avait un débat entre France et Allemagne pour savoir qui allait instituer le meilleur état providence (le meilleur système fiscal et de protection sociale). Toute l'Europe construisait l'état providence.

Pourquoi Eloi Laurent défend-il la thèse que l'État providence a un avenir ?



1) parce que l'État providence est très efficace économiquement (et aussi pour créer de justice sociale)

2) au niveau mondial il est en extension. Les pays émergents regardent vers l'Europe : Brésil, Chine, même États Unis.

3) L'État providence peut être un moyen pour la transition écologique.

## 1) L'EFFICACITE ECONOMIQUE DE L'ÉTAT PROVIDENCE

On est en " crise" perpétuelle depuis 40 ans, puis depuis 7- 8 ans.

Donc plus qu'une crise nous vivons une transition pour laquelle on , selon la plupart des économistes un boulet à traîner : notre modèle social.

Le discours dominant insiste sur l'idée que le moyen privilégié pour retrouver compétitivité économique est de démanteler l'État providence.

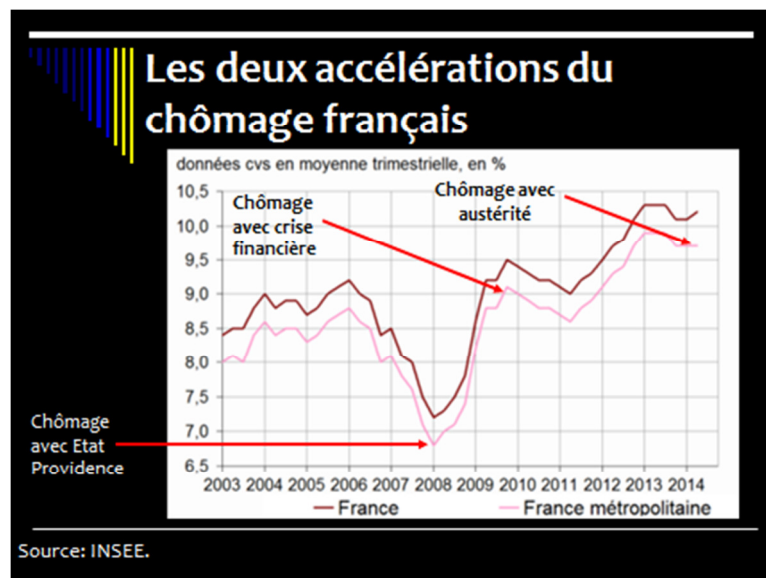
Or la crise financière s'est déclenchée à cause de la finance dérégulée qui a conduit à des marchés financiers inefficaces qui ont entraîné une crise économique, suivie d'une crise politique (montée des extrêmes)

Depuis 2010, ce qui fait qu'on reste dans la crise, c'est l'austérité budgétaire.

Le modèle social a permis d'atténuer les effets pernecieux de la crise : l'assurance chômage ( cf. new deal lorsque Roosevelt a créé l'assurance chômage).

Il est empiriquement faux de déclarer qu'en démantelant la protection sociale on va retrouver compétitivité.

La crise persiste en grande partie à cause d'erreurs macroéconomiques : ajustements, austérité budgétaire sont le meilleur moyen de perpétuer la crise. Il faut au contraire une politique économique contra-cyclique.



L'État providence a amorti la crise et permet de soutenir l'activité, sans ce filet de sécurité la récession serait encore plus grave : avec la crise on est passé de 7 à 9% de chômeurs de fin de 2008 à 2009 pour dépasser les 10% aujourd'hui et monter probablement rapidement à 11%.

## Etat providence et efficacité économique : sortir des mythologies

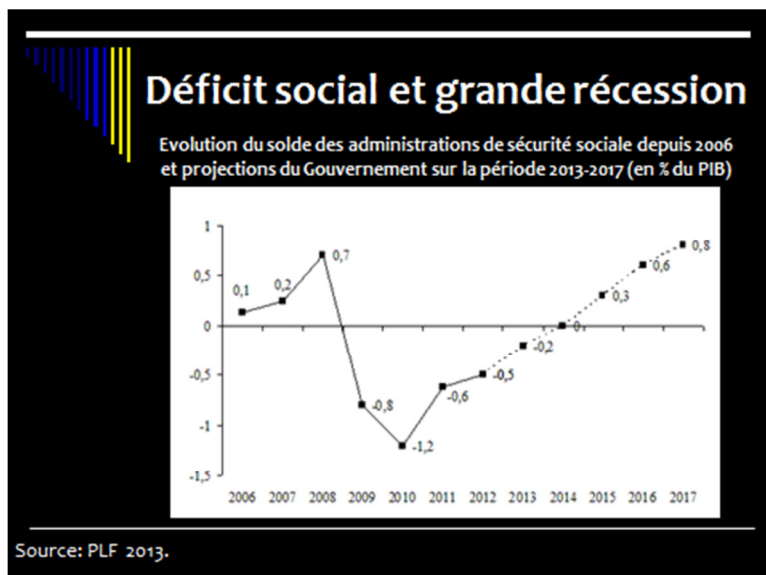
- L'Etat providence ne « ponctionne » pas 660 milliards d'euros (environ 35% du PIB), ils mutualise efficacement les dépenses sociales et redistribue 97% de cette somme ;
- L'Etat Providence français est très bien géré (économies d'échelle, contrôle de la fraude) ;
- L'Etat Providence réduit le choc des crises (division par 4 du choc de la « grande récession » pour le revenu des ménages) ;
- L'Etat providence est financièrement soutenable (à condition de bien gérer les cycles économiques et d'éviter d'enchaîner les crises financières)...

L'État providence engloutit des masses financières considérables : 35% du PIB (650 milliards euro de prélèvements dont 97% sont redistribués aux ménages et entreprises).  
 On mutualise les dépenses sociales: question à se poser est de savoir si les systèmes publics sont plus efficaces que les systèmes privés ou non. Or on remarque, avec l'exemple des États-Unis que le système privé coûte beaucoup plus cher pour des résultats moins bons.

L'État providence serait horriblement mal géré ? Fraude, inefficacité structurelle, fonctionnaires qui ne font rien...

Or la fraude = 0,1% des dépenses sociales, soit 650 millions.

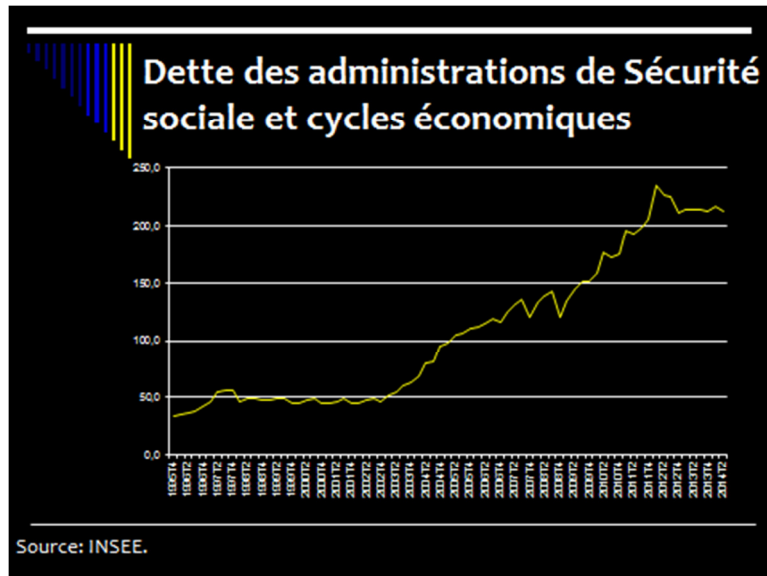
L'État providence réduit le choc des crises : il a divisé par 4 l'effet de la crise économique en Europe : un amortisseur économique. Donc il est efficace.



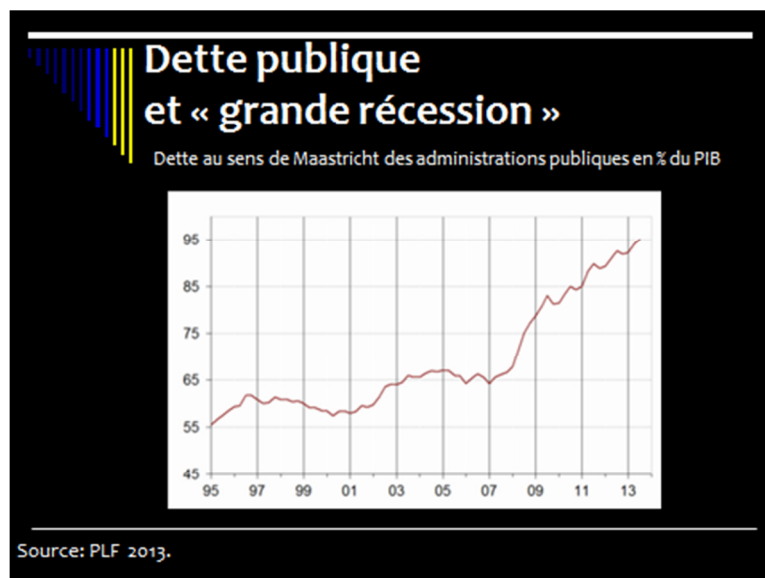
On affirme aussi que les comptes sociaux sont toujours en déséquilibre, donc le système est insoutenable.

En fait il est soutenable financièrement à condition que l'on fasse des politiques économiques adaptées aux cycles économiques. Il deviendra insoutenable si on garde à terme 12% de chômage. Il faut se rappeler qu'à la fin des années 90, les comptes sociaux étaient en excédent, qu'en 2000,

250 000 emplois ont été créés

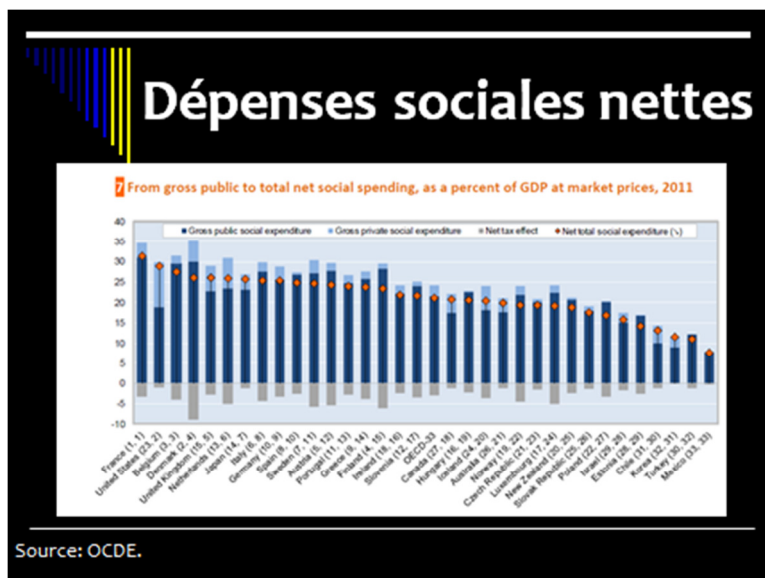


La dette des administrations de sécurité sociale était stable à la fin des années 90. Elle a en effet une forte sensibilité à la crise économique.

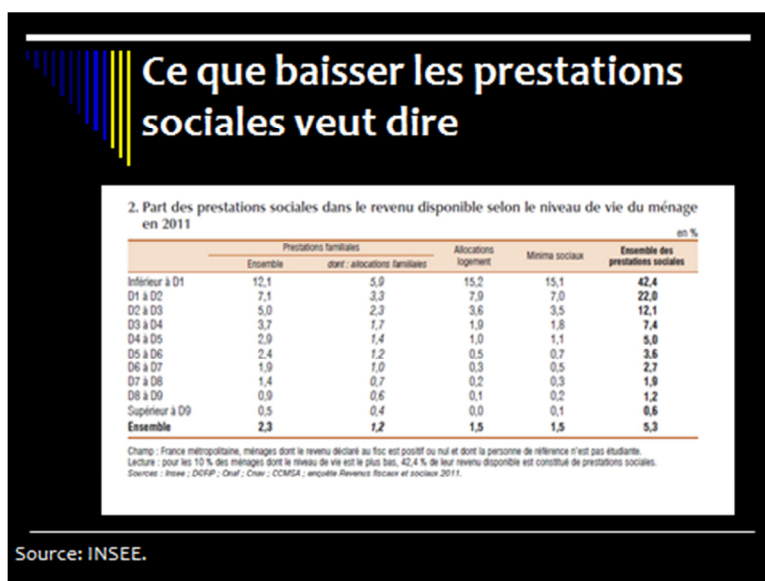


La dette publique jusqu'au début des années 2000 restait autour de 65% du PIB. On passe de 65 à 95%.

**Il ne faut pas mettre sur le dos de l'État providence des choses dont il n'est pas responsable.**



Dépenses sociales nettes seraient les plus importantes du monde en France. C'est faux si on additionne les dépenses sociales publiques et privées. Si on additionne les dépenses sociales publiques et privées, États Unis et France sont presque au même niveau : 30% du PIB, et presque tous les pays riches sont de 25 à 30% du PIB.



En plus de efficacité économique, l'État providence a un rôle social important. Les plus faibles socialement ont un revenu qui dépend à 40% des dépenses sociales.

## Fraude sociale et non-recours

Un exemple de non-recours : le RSA

Fraude sociale = 0,1 % du budget de l'assurance chômage, dix fois moins pour la branche famille, cent fois moins pour les branches retraite et maladie.

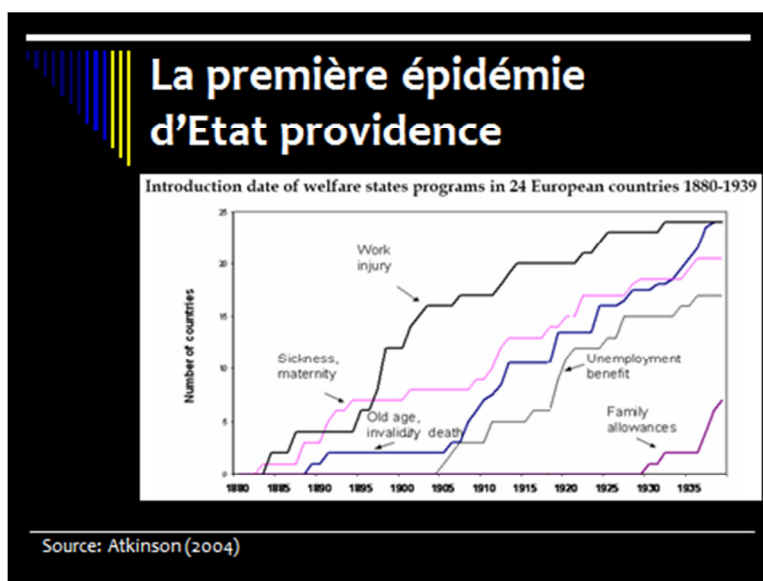
	Nombre estimé d'éligibles	Nombre effectif de bénéficiaires	Taux de non-recours (Équité)
RSA socle seul	1 825	1 168	36 %
RSA socle et activité	307	206	33 %
RSA activité seul	1 437	480	68 %
Ensemble	3 569	1 834	...

Sources : Enquête quantitative RSA 2011, DARES, exploitation CNAF.

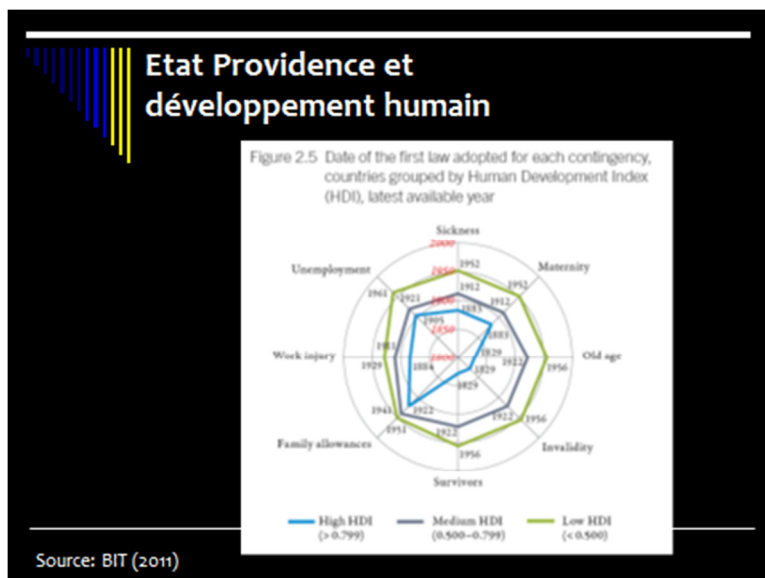
Source: DARES et Laurent (2014)

Fraude sociale 0,1% du budget de l'assurance chômage. En revanche taux élevé de non recours aux prestations sociales. 30 à 40% des personnes qui pourraient en bénéficier ne le demandent pas.

## 2) LE BEL AVENIR MONDIAL DE L'ÉTAT PROVIDENCE



Depuis 1 siècle et depuis 30 ans, une « épidémie » d'État providence. 1<sup>ère</sup> salve. Entre fin 1880 et début des années 1930, puis une 2<sup>ème</sup> salve depuis 1950.



Si on regarde l'indice de développement humain des Nations Unies, les pays ayant adopté l'État providence le plus tôt sont ceux qui ont le meilleur IDH

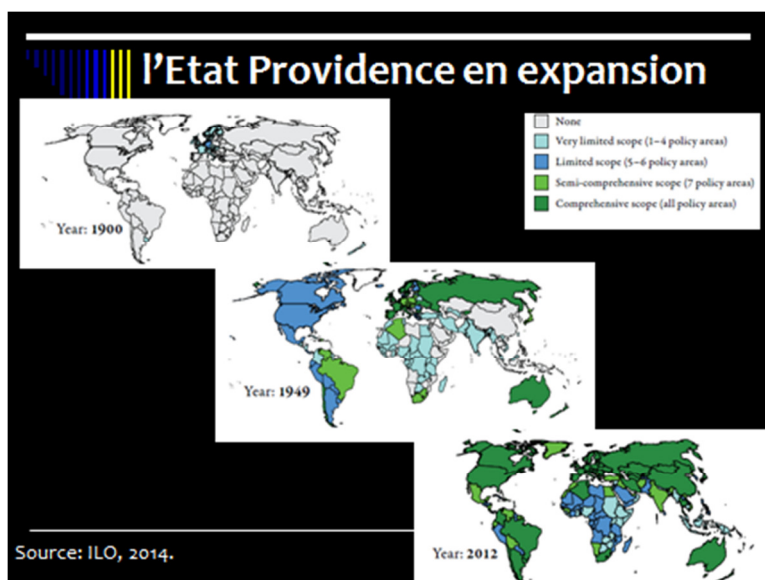
**Ce qui fait qu'on est riche est, plus que les revenus, la santé et le niveau d'éducation.**

Au 20<sup>ème</sup> siècle, l'espérance de vie augmente de 35 ans alors qu'elle n'a augmenté que de 7 ans entre l'an 0 et 1900.

Pourquoi ? On a développé la santé et l'éducation.

L'État providence est un investissement dans le capital humain, pas une dépense.

C'est la première chose que demandent les populations quand leur pays commencé à devenir riche. Voir Brésil, Chine.



Cartes de l'expansion de l'état providence.

Environ 100 pays ont un état providence qui fonctionne, soit seulement 30% de la population.

Le discours actuel compare l'Europe (en crise) et la Chine qui se développe sans la protection sociale. Mais en fait elle le développe maintenant et pour des motifs économiques car elle veut passer d'un modèle économique centrée sur les exportations à un modèle fondé sur la croissance intérieure.

Pour cela, il faut réduire le taux d'épargne très élevé à cause de l'importance de l'épargne de précaution (et qui explique aussi la non préférence pour les filles, car ce seront les garçons qui s'occuperont de leurs parents quand ils ne pourront plus travailler).

La Chine va dans la direction de l'État providence.

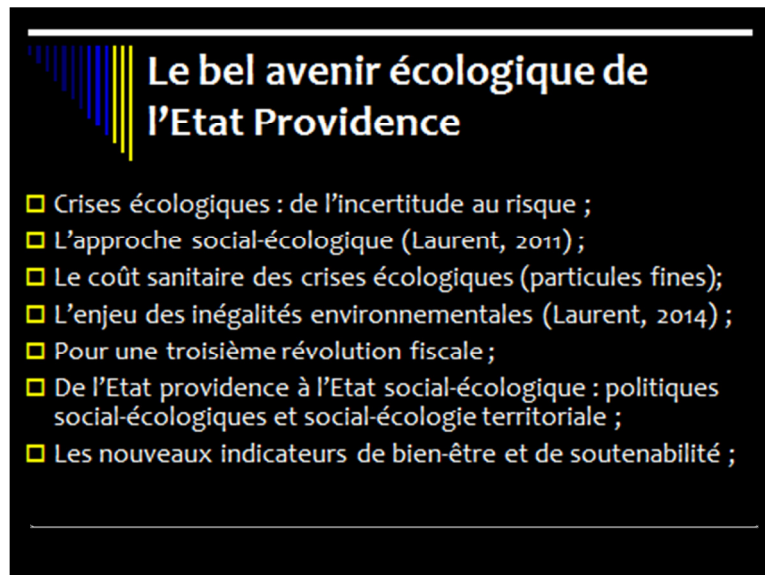
Les États Unis tentent aujourd'hui de développer l'État providence pour des raisons de justice sociale mais aussi d'efficacité économique car le poids du système de santé pèse lourd sur l'économie américaine.

Brésil id. : dépenses de santé s'approchent de 10% du PIB.

Effort de LULA a été de développer un État providence (voir les troubles sociaux au Brésil pour le développement de état providence, plutôt que la Coupe du monde).

### 3) LE BEL AVENIR ECOLOGIQUE DE L'ÉTAT PROVIDENCE

Il faut prendre appui sur ce qu'on a construit pour élargir notre compréhension du risque aux crises écologiques.



a) Crises écologiques : de l'incertitude au risque.

3 grandes crises écologiques en cours

- Changement climatique (lien entre émission, courbe des températures, etc.) : comprendre les enjeux du COP 21.

Depuis 2007, la Chine devenue le premier émetteur de gaz à effets de serre

L'enjeu, obtenir de la Chine un engagement de réduction des émissions de carbone.

- Destruction de la biodiversité à un taux jamais vu depuis 500 millions années.

1/3 des espèces aujourd'hui menacées.

La problématique de l'écologie est de sauver l'hospitalité de la planète pour les humains qui ont besoin de l'existence des autres espèces.

Les écosystèmes du monde sont à 60% en cours de dégradation majeure.

La révolution industrielle a libéré une prospérité jamais vue mais crée des déséquilibres écologiques qui risquent de détruire la prospérité humaine dans les quelques décennies à venir.

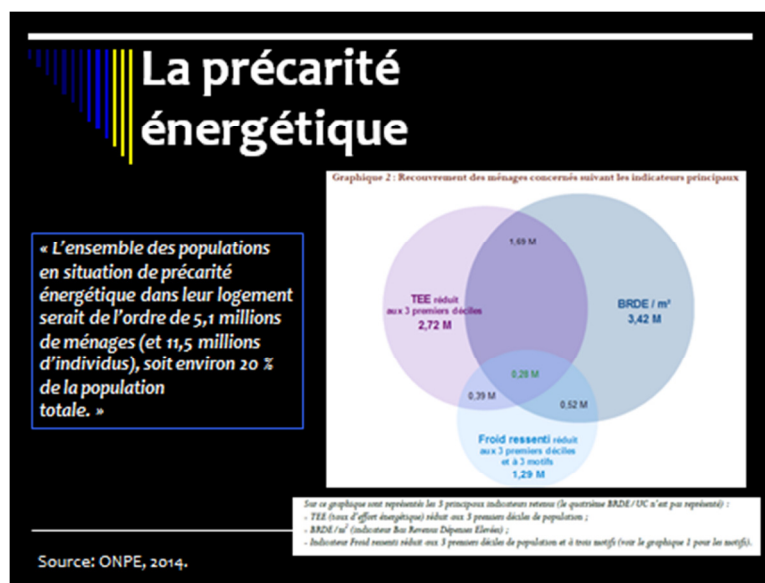


- Les accidents climatiques à répétition qui deviennent un risque social : qui survivra si canicules à répétition ou tempêtes ou inondations répétées ? Les plus riches. Pour l'instant on n'est pas prêts.

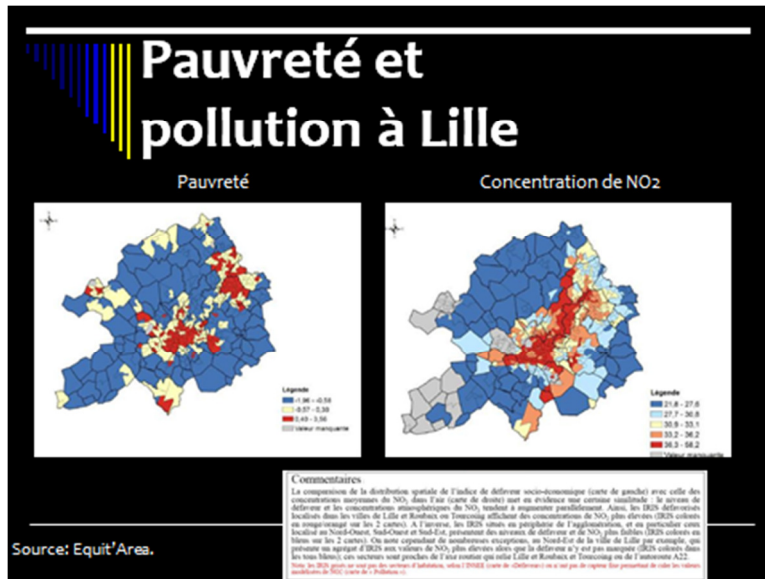
Actuellement on passe des incertitudes au risque (avec probabilité de survenance). Ces crises peuvent être traitées sous l'angle du risque donc de l'assurance (si incertitude, seule solution, la prière).

Il convient d'articuler les questions sociales et écologiques et non de les opposer : soit environnement soit emploi ou pauvreté. Il n'y a pas d'arbitrage entre les 2. De même il ne faut pas arbitrer entre le bien être à court terme et le bien être à horizon plus lointain l'État social- écologique doit traiter les 2 en même temps, par exemple en créant des emplois verts...C'est possible (Pays nordiques).  
Taxe carbone élevée et chômage beaucoup plus faible : Suède.

Comment rendre apparent ce lien entre les 2  
Voir la Crise des particules fines en France, qui ont des conséquences catastrophiques sur la santé. Or le diesel a été encouragé par la fiscalité.  
Dépenses sociales, peuvent être considérées comme des dépenses nouvelles ou comme un gain invisible qui permet de réduire le coût sanitaire attaché aux crises écologiques.



Les inégalités sociales prennent un nouveau visage : les inégalités environnementales. Elles ne frappent pas tous pareil : selon âge, niveau de revenu.  
On laisse faire ou on prend en charge ?  
Inégalité d'accès à l'eau, alimentation, aux pollutions...  
Concevoir des instruments fiscaux pour prendre en compte la dimension écologique.  
Il faut passer d'un système fiscal qui taxe les biens à un système fiscal qui taxe les maux.



Existence d'une boucle entre pollution et pauvreté.  
 Lien dans le temps entre exposition aux pollutions et la possibilité d'ascension sociale future.

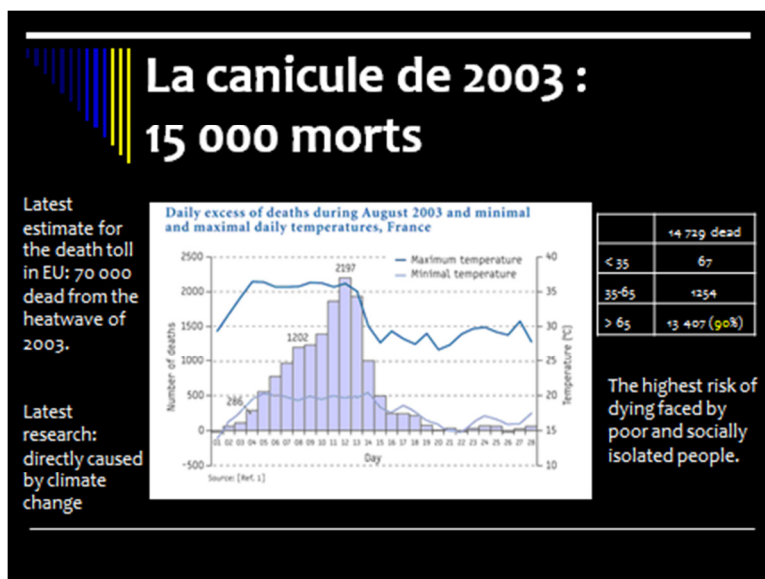


Schéma de surmortalité de la canicule jour par jour en 2003. 90% des victimes avaient plus de 60 ans et le risque était d'autant plus fort qu'il y avait isolement social.

## Les arbitrages social-écologiques

Une matrice social-écologique

	Dégradation environnementale	Amélioration environnementale
Dégradation sociale	<i>Précarité énergétique</i> (pauvreté monétaire; surconsommation d'énergie)	<i>Fiscalité carbone sans compensation sociale</i> (fiscalité socialement régressive; réduction des émissions de gaz à effet de serre)
Amélioration sociale	<i>Construction de logements dans une zone humide</i> (augmentation du bien-être social lié au logement; destruction des écosystèmes et de la biodiversité)	<i>Généralisation de l'eau potable et des sanitaires</i> (amélioration du bien-être et réduction des inégalités; réduction des pollutions)

urent 2014.

## Les politiques social-écologiques

Arbitrages et politiques social-écologiques

	Dégradation environnementale	Amélioration environnementale
Dégradation sociale	<i>Précarité énergétique</i> Rénovation thermique des bâtiments	<i>Taxe carbone sans compensation sociale</i> Compensation sociale en fonction du revenu et du lieu de résidence
Amélioration sociale	<i>Construction de logements dans une zone humide</i>	Révélation de la valeur sociale des écosystème et de la biodiversité

urent 2014.

## Les arbitrages social-écologiques territoriaux

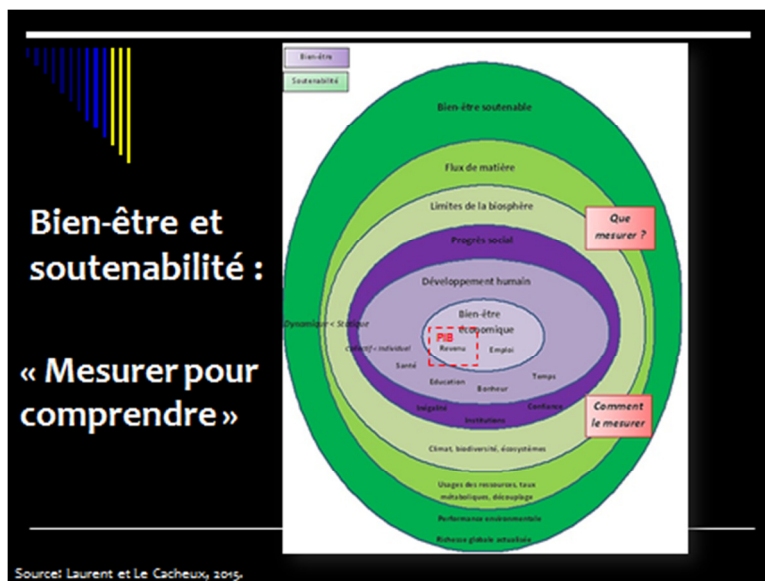
Une matrice social-écologique territoriale

	Dégradation environnementale	Amélioration environnementale
Dégradation sociale	<i>Trafic automobile polluant (fortement dieselisé)</i> (accroissement des inégalités sanitaires et vulnérabilité à l'augmentation des prix du carburant; émissions de CO2 et de particules fines)	<i>Fiscalité carbone sans compensation sociale</i> (taxe socialement régressive; réduction des émissions de GES)
Amélioration sociale	<i>Étalement urbain</i> (bien-être social lié au moindre coût du logement; artificialisation des sols et dépenses d'énergie)	

## La social-écologie territoriale

Arbitrages et politiques social-écologiques au plan territorial

	Dégradation environnementale	Amélioration environnementale
Dégradation sociale	<i>Trafic automobile polluant</i> Péage urbains (locale)	<i>Taxe carbone sans compensation sociale</i> Compensation sociale en fonction du revenu et du lieu de résidence (nationale)
Amélioration sociale	<i>Étalement urbain</i>	Aménités environnementales et écosystèmes urbains (locale & nationale)



Comprendre comment le bien être peut être soutenable

## Questions

1) État providence et besoin de réformes

2 systèmes d'État providence s'opposent :

- Système bismarckien en France fondé sur le travail. Donc d'origine plus corporatiste → d'où la multiplicité des caisses d'assurance (perte d'efficacité par fois)
- Système beveridgien, plus universel comme dans les pays nordiques.

En France système complexifié par la présence des mutuelles de santé catégorielles.

2) Leviers de l'état pour orienter le fonctionnement vers la social-écologie.

1 : les normes. UE à des standards les plus élevés au monde. Imposer et contrôler le respect de normes. Manière autoritaire. Dans cde nombreux domaines de l'écologie, ces normes sanitaires existent. Aux États Unis, normes moins contrôlées, et on trouve de nombreuses crises

2 : information et sensibilisation : on mise sur les jeunes générations.

3 : fiscalité taxera des comportements. (tabac, carbone) taxes behavioristes ou « pigouviennes » (Une *taxe pigouvienne* est une taxe payée par le pollueur par unité de pollution produite, égale au coût du dommage environnemental provoqué)

3) Pourquoi le marché des droits à polluer ne fonctionne-t-il pas ?

Marché des droits à polluer : marché du carbone. Le marché européen ne fonctionne pas bien : dans la première phase on a distribué des droits trop élevés, puis ensuite la crise est venue donc les entreprises ont moins pollué. Donc le prix du marché s'est effondré.

Comportements : Réponse des agents économiques aux prix.

Attitudes : changement des valeurs. Les comportements sont changés de manière plus durable.

Le vingtième siècle a totalement démenti Malthus, mais le 21<sup>ème</sup> lui donnera peut-être raison.